

MORTON, Desmond, *A Short History of Canada*. Edmonton, Hurtig Publisher Ltd., s.d. 295 p.

GRANATSTEIN, J. L., I. M. ABELLA, D. J. BERCUSON, R. C. BROWN, H. B. NEATBY, *Twentieth Century Canada*. Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1983. 440 p.

CROSS, Michael S. and Gregory S. KEALEY, eds., *Readings in Canadian Social History*, vol. 5: *Modern Canada: 1930-1980's*. Toronto, McClelland & Stewart, 1984. 243 p.

Richard Jones

Volume 38, numéro 4, printemps 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304318ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304318ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jones, R. (1985). Compte rendu de [MORTON, Desmond, *A Short History of Canada*. Edmonton, Hurtig Publisher Ltd., s.d. 295 p. / GRANATSTEIN, J. L., I. M. ABELLA, D. J. BERCUSON, R. C. BROWN, H. B. NEATBY, *Twentieth Century Canada*. Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1983. 440 p. / CROSS, Michael S. and Gregory S. KEALEY, eds., *Readings in Canadian Social History*, vol. 5: *Modern Canada: 1930-1980's*. Toronto, McClelland & Stewart, 1984. 243 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 38(4), 606–610.  
<https://doi.org/10.7202/304318ar>

- MORTON, Desmond, *A Short History of Canada*. Edmonton, Hurtig Publisher Ltd., s.d. 295 p.
- GRANATSTEIN, J. L., I. M. ABELLA, D. J. BERCUSON, R. C. BROWN, H. B. NEATBY. *Twentieth Century Canada*. Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1983. 440 p.
- CROSS, Michael S. and Gregory S. KEALEY, eds., *Readings in Canadian Social History*, vol. 5: *Modern Canada: 1930-1980's*. Toronto, McClelland & Stewart, 1984. 243 p.

Pitié pour le pauvre historien qui s'avise d'écrire une synthèse sur un vaste sujet! Pourtant, en apparence le travail est si facile. Les autres ont déjà fait toutes les recherches nécessaires. Notre ambitieux généraliste n'a qu'à lire leurs travaux, puis synthétiser tout cela autour d'un bon fil conducteur. «Tout cela», avons-nous bien dit? Car depuis 1960 on a publié une multitude de monographies et d'articles et rédigé des centaines de thèses. Par ailleurs, on a étudié une foule de sujets qu'auparavant on n'avait pas jugé dignes d'intérêt: les femmes (comme préoccupation historique, évidemment!), les minorités, les travailleurs, les villes, etc. Quant aux fils conducteurs, ceux utilisés traditionnellement, telle l'évolution du pays du statut de colonie à celui de nation, ne permettent pas d'intégrer ce large éventail de sujets.

Et puis pensons aux critiques qui s'ensuivront. Notre malheureux «Braudel» doit choisir les problèmes et les événements dont il juge bon de rendre compte. Mais y a-t-il deux historiens qui pourraient se mettre d'accord sur le choix? Il doit démontrer qu'il maîtrise tout, qu'il apprécie les nuances, qu'il connaît les faits. Il lui faut éviter d'être trop tendancieux. Bien sûr, s'il manifeste une sympathie pour les centralisateurs, par exemple, les régionalistes questionneront ses jugements, et s'il prend corps et âme pour les autonomistes, il déplaira aux tenants d'un fédéralisme fort. S'il est continentaliste, il fera fâcher les bons nationalistes, et s'il est nationaliste, il soulèvera l'ire des continentalistes. Qui plus est, il ne doit pas être trop cynique (mais quand même assez pour être un vrai Canadien), ni trop sérieux. Si cela ne suffit pas, il doit bien manier la plume afin que son ouvrage soit aussi une oeuvre littéraire.

Finalement, le tout doit être ramassé en moins de 300 pages, maison d'édition oblige. Se demande-t-on vraiment pourquoi les historiens ne semblent plus affectionner les vastes synthèses? Il est toujours plus sécuritaire de préparer une monographie sur un sujet comme l'histoire de la gare des trains de Bras d'Apic car on peut tout dire et on sera l'unique expert sur son sujet!

Desmond Morton ne frémit pas devant le danger. Il relève le défi et nous brosse une fresque qui conduit de Jacques Cartier à Brian Mulroney. Morton a déjà beaucoup écrit sur l'histoire militaire et l'histoire des travailleurs. Il s'intéresse moins, nous osons le penser, à l'histoire de la Nouvelle-France et de l'après-Conquête, de sorte qu'il «réglera» ces affaires plutôt rapidement. En résumant le demi-siècle après 1760, l'auteur commente la prospérité apparente des Canadiens: «Si un taux de natalité élevé est un symptôme du bien-être de la nation, peu de peuples ont dû être plus heureux!» La même loi vaut-elle pour le Québec des années 1980? Ce serait peu rassurant! Cette brève histoire est divisée en cinq parties. La deuxième s'intitule, en grosses lettres, *A mari usque ad mare(m) (sic)*. La vieille maîtresse qui a appris le latin à Morton se retournera sûrement dans sa tombe devant le massacre que son élève a perpétré au cas accusatif! Cette partie nous conduit à l'orée du vingtième siècle, qui devait être celui du Canada. (Nous attendons toujours patiemment mais le temps presse!) La troisième partie se termine dans la dépression (la grande, pas l'actuelle) alors que les deux dernières permettent d'aborder l'histoire récente depuis la guerre de 1939-1945.

Comme historien francophone (!?), nous nous intéressons toujours au sort ménagé à la minorité de langue française. A quelques exceptions près, pour le siècle suivant la Confédération, elle est de passage seulement dans l'histoire de Morton. Qu'ont fait les francophones pour bâtir le Canada? Les hommes d'affaires, les hauts fonctionnaires, presque tous les hommes politiques ont été anglophones. Ce n'est pas la faute de Morton. Par contre, l'auteur fait parfois un choix de thèmes discutables. Les Franco-Ontariens se sentiront lésés car l'auteur ne parle pas du Règlement XVII. Les Anglo-Québécois se féliciteront car Morton affirme que le Rapport Gendron indique que la législation linguistique n'était pas nécessaire.

Les lecteurs québécois trouveront que le Québec n'occupe pas assez de place dans cet ouvrage et que certains jugements manquent de nuances. Le chapitre sur la Dépression accorde un paragraphe au Québec, plus spécifiquement à Duplessis. La séduction du thème de l'indépendance est expliquée par la «domination persistante de l'élite commerciale anglophone de Montréal» et par le «ressentiment, chez de jeunes Québécois ambitieux, devant la nécessité d'apprendre une deuxième langue».

Mais nous l'avons dit. Les historiens ne sont jamais contents des synthèses. Au moins Morton en a rédigé une qui se lit fort agréablement.

Les auteurs de *Twentieth Century Canada* se sont engagés dans une entreprise moins téméraire. Au lieu d'aborder l'ensemble de l'histoire canadienne, ils se limitent au vingtième siècle et ils ont 430 pages à leur disposition pour effectuer ce survol. En outre, cinq historiens chevronnés y ont collaboré. Leurs champs d'expertise se complètent assez bien: R. C. Brown connaît bien Borden alors que Blair Neatby a publié sur Laurier et King. David Bercuson et

Irving Abella se sont intéressés aux syndicats et aux travailleurs et le dernier a aussi fait des recherches sur l'immigration pendant l'entre-deux-guerres. Seul J. L. Granatstein a travaillé sur les années 1940 et 1950 et il s'est préoccupé surtout des partis politiques et de la fonction publique fédérale. Personne, malheureusement, ne s'est activement intéressé au Québec même si l'ouvrage inclut un chapitre particulier sur l'évolution récente de cette province.

Certains lecteurs trouveront curieux le plan de l'ouvrage. Le début du siècle reçoit beaucoup plus d'attention que la période écoulée depuis la deuxième guerre. De fait, 180 pages, ou 40% de l'ouvrage, sont consacrées aux années 1900-1920 alors que les années 1920-1940 n'en méritent que 85. De plus, les deux décennies depuis 1960 ont droit à 70 pages seulement. La justification de cette répartition ne paraît pas évidente. Par ailleurs, la coordination de l'ouvrage n'a pas permis d'éliminer certaines répétitions notamment en ce qui concerne l'immigration dans la période de Laurier (p. 30ss et p. 232ss). L'accent placé sur divers sujets peut surprendre également. La fonction publique des années 1940-60 reçoit beaucoup d'attention, sans doute en raison des recherches poussées de Granatstein dans ce domaine. Par contre, les relations de travail pour les années 1960-80 n'ont droit qu'à une seule page.

Quel traitement réserve-t-on au Québec? En gros, la présentation nous paraît juste et aussi objective qu'elle puisse l'être. Certaines interprétations apparaîtront pourtant discutables. Les auteurs semblent attribuer la domination anglophone de l'économie québécoise uniquement au système de l'éducation (p. 403). Les syndicats catholiques sont présentés comme «souvent pas beaucoup meilleurs que des syndicats de boutique». (p. 404) Les nationalistes ont «grandement exagéré» la menace démographique qui planait sur Montréal (p. 419). Pierre Trudeau était «déterminé à respecter sa promesse» de réformer le fédéralisme après le référendum (p. 428). Quant à la grève des contrôleurs aériens en 1976 contre l'usage du français dans le ciel, les auteurs affirment: «Trois ans plus tard la commission devait approuver l'usage du français..., mais pour l'instant [en 1976] la province entière du Québec n'a vu que les restrictions sur l'usage du français.» (p. 423) Comment les Québécois, habitués à l'opposition au bilinguisme, auraient-ils pu prédire l'issue du combat?

Nous l'avons dit: une synthèse ne peut jamais plaire à tout le monde et à son frère. Celle-ci comporte des faiblesses mais plusieurs chapitres présentent un intérêt certain. Par ailleurs, l'ouvrage a l'avantage d'être abondamment illustré.

*Modern Canada: 1930-1980s*, le cinquième et dernier tome d'une série de volumes réunissant des lectures sur l'histoire sociale, n'est cependant pas une synthèse. Quoique certains chapitres présentent un survol de toute la période, d'autres, plus spécialisés, ne traitent qu'un aspect du sujet. On ne prétend pas non plus explorer tous les thèmes de l'histoire sociale. Certes, on peut se demander pourquoi on a décidé d'inclure deux chapitres sur l'évolution économique et rien du tout sur l'immigration et les groupes ethniques. Mais il n'en demeure pas moins que dans de tels ouvrages, le choix des sujets est toujours discutable.

Le développement de l'Etat-Providence constitue, pour les éditeurs, un thème central de la période. L'avènement de ce régime illustrerait la plus

grande préoccupation des Canadiens pour la sécurité et la justice sociale. Encore faut-il signaler que l'Etat-Providence aura besoin de rien de moins que l'intervention divine pour le sauver de la banqueroute au train où vont les choses actuellement. Mais voilà une réflexion conservatrice et les historiens sociaux sont rarement conservateurs! Les groupes qui les passionnent, tels les travailleurs et les femmes, ont été jadis négligés, voire ignorés, non seulement par les historiens mais aussi par la société elle-même. Maintenant que la société semble prête à accorder plus de droits à ces groupes, les historiens cherchent à rappeler le souvenir de leurs luttes à la mémoire collective, ou du moins, plus modestement, à celle des historiens et des étudiants qui lisent leurs livres!

Parmi les textes qui susciteront la discussion se trouve le chapitre de Wallace Clement sur la structure sociale canadienne. L'auteur explore les changements survenus depuis cinquante ans dans l'organisation du capital (sa centralisation), du travail (sa mobilisation) et de l'Etat (son expansion) au Canada. Martyrs, les ouvriers doivent supporter les compressions budgétaires de l'Etat. Héroïques, ils sont «capables de manifester du leadership en temps de crise» (les travailleurs de l'auto) et déterminés à «ne pas battre en retraite» (ceux de l'Inco). L'Etat, on le devine, défend le capital et les employeurs (dont lui-même) contre les travailleurs.

La même image du travailleur héroïque se dégage de l'article de Wayne Roberts et de John Bullen sur les syndicats dont l'histoire constitue un «héritage d'espoir et de lutte». Les gains réalisés par les travailleurs, soutiennent les auteurs, sont remarquables compte tenu des «intérêts hostiles» du monde des affaires et de «l'indifférence calculée» des gouvernements. «Dans l'arène politique, sur le plancher de l'usine, et dans les rues», les ouvriers ont tenu tête à «la résistance déterminée et parfois violente» des patrons et des gouvernements.

Le «préjugé favorable» aux travailleurs de bien des historiens peut paraître justifié quand on examine les luttes épiques des années 1930. Mais ne trouvent-ils pas que la même rhétorique sonne un peu faux ces dernières années alors que les sondages confirment l'hostilité accrue des gens ordinaires face aux syndicats, notamment dans le secteur public? Au lieu d'épiloguer sur le courage des syndiqués, les historiens ne devraient-ils pas prendre un peu plus de recul par rapport à leur sujet? Certes, nous sommes des êtres humains avec des sentiments et des convictions. Mais il ne faut pas que notre esprit critique nous délaisse quand nous abordons des sujets qui nous tiennent à coeur et où nous sommes tentés de tout expliquer en fonction de conflits entre les bons et les méchants.

La quatrième partie s'intitule: «Violence et protestation». Il contient un chapitre portant sur... vous l'avez deviné! le Québec. L'article sur les syndicats n'aurait-il pas eu davantage sa place sous cette rubrique? En fait, Michael Behiels, qui connaît bien le Québec et surtout les années 1940 et 1950, ne parle à peu près pas de violence; il cherche à montrer les transformations sociales et la «renaissance idéologique» qu'a connues le Québec au cours des années 1940-1976. Parfois, cependant, son enthousiasme l'emporte sur son jugement habituellement pondéré, comme lorsqu'il affirme que Trudeau et Pelletier ont été «forcés de se diriger vers le parti libéral fédéral pour combattre le séparatisme et restaurer la démocratie au Québec» (!).

Le texte fort intéressant de Paul Axelrod, portant sur l'enseignement supérieur, se trouve dans la partie intitulée «le contrôle social». Certes, les écoles contribuent à conditionner le comportement de leurs élèves. Mais dans ce texte, l'université serait bien plus conditionnée par la société qu'elle n'oriente cette même société. Quand le public estime que les universités sont rentables sur le plan bien matériel, il les encourage; quand il estime le contraire, l'encouragement et les fonds font défaut.

Enfin, l'excellent article de Ruth Roach Pierson et de Marjorie Cohen sur les programmes de formation gouvernementaux destinés aux femmes de 1937 à 1947 montre clairement que les barrières sexuelles dans le travail résistent bien à la conjoncture de la guerre. Néanmoins le texte nous paraît un peu spécialisé pour un ouvrage dont la plupart des chapitres portent sur une plus longue période et sont plus généraux. Malgré ces quelques problèmes, le lecteur trouvera ici des travaux pour la plupart bien documentés.

*Département d'histoire  
Université Laval*

RICHARD JONES